

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1560 DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023

Putsch niger

P.4

VIVE
LE NIGER
↓
ABAS.LA
FRANCE



Après deux mois, la France contrainte de se retirer du Niger

Un acteur politique réfute les déclarations du colonel Doumbouya

«La démocratie et ses valeurs demeurent le meilleur système de gouvernance pour notre continent»

P.9

Éducation en Guinée

Un diagnostic tardif, un avenir compromis

P.10

Serhou Guirassy

La flamme montante du football attire les regards des géants européens

P.12

Politique



Le retour du Président de la transition ravive les revendications...

P.6

L'archipel Chinois de Conakry

Entre mystère africain et prospérité partagée



Au cœur de la capitale guinéenne, Conakry, se trouve un archipel singulier. Il ne s'agit pas d'îles paradisiaques éparpillées sur un océan turquoise, mais d'une communauté chinoise prospère qui s'est enracinée au fil des ans

dans cette nation ouest-africaine. Avec une estimation de 30 000 ressortissants chinois vivant en Guinée, cette diaspora est devenue l'une des plus importantes et influentes communautés étrangères du pays.

Gastronomie Chinoise à Conakry

La journée commence tôt pour Peng Sun, un expatrié chinois qui réside en Guinée depuis un peu plus d'un an. Nous le retrouvons à 10h30 dans un restaurant au dernier étage du Grand Hôtel de Conakry, un établissement qui sert une cuisine chinoise authentique et qui est bien connu parmi les ressortissants chinois et les locaux. Des grandes tables rondes ornées d'un plateau tournant au centre créent une atmosphère familière.

Peng Sun explique : « C'est un restaurant de gastronomie chinoise très connu en Guinée. Presque tous les Chinois le connaissent. Les gens locaux viennent également pour inviter leurs amis, leur famille. » Pour la communauté chinoise, ces lieux sont essentiels, car ils offrent un sentiment de chez-soi, même à des milliers de kilomètres de la Chine. Peng Sun ajoute avec un sourire : « Nous avons notre propre gastronomie. Nous ne nous adaptons pas vraiment à la gastronomie locale. Ça, c'est vrai... »

Le Mystère de l'Afrique

Peng Sun est manager commercial et interprète pour une entreprise chinoise spécialisée dans la construction d'infrastructures en Guinée. Mais pour lui, cette aventure en Afrique est bien plus qu'une simple quête de profits. Il partage : « L'Afrique est un continent très mystérieux. J'ai envie de découvrir ce monde, pas seulement pour gagner de l'argent. »

À quelques pas du Grand Hôtel de Conakry, on découvre un petit village chinois en plein cœur de la capitale guinéenne. Un supermarché et un casino accueillent les habitants, où la maîtrise du mandarin est un atout précieux pour la communication. Yao Li, une amie de Peng, explique comment les Chinois s'installent en Guinée : « Pour la plupart des Chinois, ils croient que l'Afrique, c'est dangereux. Ils craignent de vivre ailleurs. La sécurité est le plus important. »

Malgré la barrière linguistique, Peng Sun tisse des liens avec des Guinéens et d'autres expatriés de diverses nationalités. Cependant, il préfère évoluer dans des environnements familiers qui forment un archipel où la communauté chinoise s'est établie solidement. Il nous conduit dans un autre établissement, l'Hôtel Primus, où l'on trouve même un cabinet médical dirigé par le Dr. Ma. Selon le médecin, « Des lieux comme celui-ci sont très importants pour les Chinois qui ne parlent pas français, pour qu'ils puissent, eux aussi, bénéficier de soins. »

L'archipel chinois au cœur de Conakry continue de prospérer, faisant de la communauté chinoise une part intégrante du tissu de la capitale guinéenne. Alors que ces expatriés poursuivent leur quête de découvertes en Afrique, leur présence et leurs entreprises continuent de façonner la dynamique de cette nation ouest-africaine.

Algassimou L Diallo avec Rfi

Un nouveau chapitre

La jeunesse Guinéenne s'éveille avec la création du Conseil national des jeunes de Guinée

La jeunesse guinéenne prend un nouveau virage vers l'organisation et l'engagement avec la création du Conseil national des jeunes de Guinée, une institution destinée à défendre les intérêts des jeunes du pays et à leur permettre de participer activement aux processus décisionnels nationaux.

Sous la présidence du Premier ministre guinéen, Bernard Goumou, accompagné de membres clés de son gouvernement, notamment Lansana Béa Diallo, en charge de la Jeunesse et des Sports, une cérémonie d'installation historique s'est déroulée le lundi 25 septembre dans l'enceinte de l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

Des centaines de jeunes se sont réunis pour marquer la création de ce Conseil, comblant un vide qui avait duré plus de deux décennies, principalement en raison du manque de volonté politique pour donner une voix unifiée à la jeunesse.

Le tout nouveau président élu, Abdoulaye Diané, a clairement défini la mission du Conseil national des jeunes de Guinée, déclarant : «

Le premier axe est de mettre en place une synergie entre les organisations de jeunesse afin de stimuler la créativité des jeunes, d'optimiser leur potentiel d'action et de participation au développement, et de jouer le rôle d'intermédiaire entre les organisations de jeunesse, les autorités publiques et les ins-

titutions internationales traitant des questions liées à la jeunesse ».

Le Premier ministre guinéen, président cette cérémonie, a lancé un appel passionné à la jeunesse : « Le CNJ Guinée sera un partenaire incontournable de notre gouvernement et un acteur majeur de ce changement.

Reprenez votre position de leader dans le développement de notre nation. Les problèmes de la Guinée sont avant tout les vôtres. Vous ne devez jamais être absents lors de l'élaboration des solutions pour aujourd'hui et demain », a-t-il déclaré, galvanisant les jeunes présents.

Le tout nouveau bureau du Conseil national des jeunes de Guinée est composé de neuf membres élus pour un mandat initial de trois ans, renouvelable une seule fois. Cette initiative marque un pas important vers l'émancipation et l'influence accrue de la jeunesse guinéenne dans les décisions qui façonneront l'avenir du pays.

Algassimou L Diallo

L'indépendant

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadjó BAH

Collaborateur

Algassimou L DIALLO
Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA
Aziz CAMARA
Moutaga DIALLO (Mamou)
Djoubairou BALDÉ (KINDIA)
Michel KOULÉMOU (N'zerekoré)
Mamadi TRAORÉ (Kankan)

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+ 224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces
servicecommercial@lindependant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

La mobilisation des cadres pour accueillir Mamadi Doumbouya suscite des critiques

« Une politisation négative », selon Dr. Faya Millimouno



la manière dont cette mobilisation a été organisée. Il a déclaré : « Quand j'ai vu le communiqué appelant les fonctionnaires le samedi, je trouve que ceux qui l'ont fait, ils n'ont pas fait quelque chose de positif pour le colonel. Parce que si le 05 septembre (2021) le colonel a dit : arrêtons de trop politiser l'administration, ça, c'est un exemple de politisation de l'administration, ça ne se devait pas. »

Dans une prise de position audacieuse, le président du Bloc Libéral, Dr. Faya Millimouno, s'est exprimé avec une franchise sans équivoque concernant la mobilisation des cadres de l'État pour accueillir le colonel Mamadi Doumbouya à son retour de la 78e Assemblée générale des Nations Unies, tenue à New York. Bien que le colonel Doumbouya soit l'un des piliers du Comité National pour le Redressement et le Développement (CNRD), le président du Bloc Libéral a fermement condamné cette initiative, la qualifiant de « politisation négative » de l'administration.

Le colonel Mamadi Doumbouya, qui a accédé au pouvoir en Guinée en septembre 2021, avait dès le début de son mandat exprimé sa préoccupation quant à la politisation excessive de l'administration. Cependant, selon Dr. Faya Millimouno, la mobilisation des cadres de l'État pour accueillir le colonel à son retour de l'événement international contredit cette déclaration initiale.

Lors d'une récente émission radio diffusée sur FIM FM, Dr. Faya Millimouno a exprimé son désaccord avec

Le leader du Bloc Libéral a également tenu à préciser qu'il ne condamnait pas le droit des citoyens guinéens d'exprimer leur soutien au colonel Doumbouya, quel que soit leur point de vue sur son discours politique. Cependant, il a insisté sur le fait que la mobilisation des cadres de l'administration était inappropriée.

La participation des agents de santé à cette mobilisation a également été soulevée par Dr. Faya Millimouno, qui a qualifié leur zèle excessif de préoccupant. Il a même appelé à des mesures disciplinaires à l'encontre des responsables de cette mobilisation controversée.

La prise de position franche de Dr. Faya Millimouno met en lumière les tensions politiques persistantes en Guinée, alors que le pays cherche à consolider sa transition politique et à mettre en œuvre des réformes pour lutter contre la politisation de l'administration. La question de savoir si cette mobilisation a été un acte de soutien légitime ou une politisation indue continuera probablement à susciter des débats au sein de la société guinéenne.

Algassimou L Diallo

La participation de Mamadi Doumbouya à l'ONU

Une réponse ferme du Dr. Morissanda aux critiques

La présence du colonel Mamadi Doumbouya, actuel chef de l'État guinéen, à la 78e Assemblée générale des Nations Unies suscite de vives controverses en Guinée. Alors que certains estiment que la délégation guinéenne aurait pu être conduite par le ministre des Affaires étrangères, arguant que le voyage présidentiel était coûteux et inutile, le Dr. Morissanda Kouyaté, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, a répliqué avec force lors d'une entrevue radiophonique sur Radio Espace Guinée le lundi 25 septembre 2023.



Dans une réponse catégorique aux critiques, le Dr. Morissanda Kouyaté a soutenu que la participation du chef de l'État à cet événement international était parfaitement justifiée, affirmant que le président Doumbouya avait été régulièrement invité par le secrétaire général des Nations Unies. Il a déclaré : « Quel est le chef d'État qui peut se déplacer aux Nations Unies sans y être invité ? C'était la même logique lorsqu'il est parti en Turquie. Il ne s'est pas levé comme ça pour venir, il a été invité par le secrétaire général des Nations Unies, c'est aussi simple que ça. Il a répondu favorablement à cette invitation. C'est un honneur pour la Guinée. »

Le ministre a ensuite souligné que la décision de par-

ticiper à cette rencontre mondiale relevait du chef de l'État lui-même, en tant que représentant du pays. Il a ajouté : « Lorsqu'on est à la tête d'un pays et que ce pays est invité à travers vous, vous devez venir. Il pouvait ne pas venir s'il avait d'autres occupations à l'intérieur du pays. Lorsqu'il y a une coïncidence entre les priorités de l'intérieur et celles de l'extérieur, il a toujours choisi les priorités de l'intérieur. »

Morissanda Kouyaté a également rappelé que la participation à l'Assemblée générale des Nations Unies était une pratique courante pour tous les chefs d'État, qui se réunissent chaque année en septembre pour discuter des grandes questions mondiales. Il a conclu

en affirmant que le colonel Mamadi Doumbouya, en sa qualité de dirigeant de la Guinée et de chef de l'État, avait été régulièrement invité par le secrétaire général des Nations Unies, qualifiant cette participation de « chose la plus normale en démocratie. »

Ainsi, le débat sur la présence du président Doumbouya à l'Assemblée générale des Nations Unies continue de diviser l'opinion en Guinée, tandis que Morissanda Kouyaté, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, a clairement défendu la décision présidentielle, insistant sur le caractère légitime et opportun de cette participation aux échanges internationaux cruciaux pour la Guinée.

Abdoul Chaolis Diallo

Putsch niger

Après deux mois, la France contrainte de se retirer du Niger

À l'issue d'un bras de fer de deux mois avec le régime militaire nigérien, le président Emmanuel Macron a fini par annoncer dimanche le retour à Paris de l'ambassadeur à Niamey et le retrait du Niger des troupes françaises «d'ici la fin de l'année».



Ce retrait des 1500 militaires français basés au Niger, qui était avant le coup d'État du 26 juillet l'un des derniers alliés de Paris au Sahel, intervient après ceux du Mali et du Burkina Faso, où la France a déjà été poussée vers la sortie par des juntes hostiles. « La France a décidé de ramener son ambassadeur. Dans les prochaines heures notre ambassadeur avec plusieurs diplomates rentreront en France », a déclaré Emmanuel Macron lors d'un entretien télévisé dimanche soir. Après avoir refusé pendant plusieurs semaines de rappeler Sylvain Itté, son diplomate en chef au Niger, dont le régime réclamait le départ, Emmanuel Macron a fini par mettre fin à une situation intenable.

« Une nouvelle étape pour la souveraineté du Niger »

L'ambassadeur et son équipe étaient dans l'ambassade française, ne bénéficiant plus de l'immunité diplomatique et passibles d'expulsion dès lors qu'ils en sortiraient. Ils voyaient en outre leurs réserves de nourriture et d'eau s'épuiser. Les militaires au pouvoir à Niamey ont célébré dimanche soir « une nouvelle étape vers la souveraineté du Niger ».

« Les troupes françaises ainsi que l'ambassadeur de France quitteront le sol nigérien d'ici la fin de l'année. C'est un moment historique qui témoigne de la détermination et de la volonté du

peuple nigérien », ont-ils indiqué dans un communiqué lu à la télévision nationale. « Toute personne, toute institution ou structure dont la présence menace les intérêts et les projections de notre pays devront quitter la terre de nos ancêtres qu'ils le veulent ou non », poursuit le texte.

La France refusait de céder aux « injonctions » des militaires au pouvoir. Elle continue, comme l'a répété le président Macron dimanche soir, de considérer le président renversé Mohamed Bazoum, détenu depuis fin juillet avec sa femme et son fils à la résidence présidentielle, comme « la seule autorité légitime » du pays. Mais Paris, qui comptait sur une intervention de la Cedeao (communauté des États d'Afrique de l'Ouest) pour rétablir Mohamed Bazoum et l'ordre constitutionnel, n'avait plus guère d'options pour se maintenir au Niger. « Nous mettons fin à notre coopération militaire avec les autorités de fait du Niger, car elles ne veulent plus lutter contre le terrorisme », a également annoncé le président français.

Des relations exécrables

Depuis leur prise de pouvoir, les militaires dirigés par le général Abdourahmane Tiani ont dénoncé les accords de coopération de défense entre Paris et Niamey. Ils affirment que la force française est présente « illé-

galement » au Niger. Des manifestations ont régulièrement lieu dans la capitale pour demander leur départ. Ils restent pour l'heure campés dans leurs bases.

« C'est la fin de cette coopération », a fini par acter le

président Macron, assurant que les troupes rentreraient « de manière ordonnée dans les semaines et les mois qui viennent », et que le retour serait effectif « d'ici la fin de l'année ». « Nous nous concerterons avec les putschistes parce que nous voulons que ça se fasse dans le calme », a cependant précisé le président français. Après dix années d'opération militaire antiterroriste dans le Sahel, la France ne dispose désormais que d'une présence au Tchad (1000 soldats) dans cette région.

Pourtant, l'opération « Barkhane a été un succès », a assuré Emmanuel Macron, répétant que Paris était intervenu à la demande du Mali, du Burkina Faso et du Niger. « Sans celle-ci, la plupart de ces pays auraient déjà été pris par des califats territoriaux et des djihadistes », a martelé le

président, dans un discours toujours très virulent à l'égard des juntes au Sahel. « Nous ne sommes pas là pour être les otages des putschistes », a-t-il dit. « Les putschistes sont les amis du désordre », a estimé Emmanuel Macron, soulignant que les attaques djihadistes faisaient « des dizaines de morts chaque jour au Mali » et qu'elles avaient repris de plus belle au Niger.

« Je suis très inquiet pour cette région », a poursuivi Emmanuel Macron. « La France, parfois seule, a pris toutes ses responsabilités et je suis fier de nos militaires. Mais nous ne sommes pas responsables de la vie politique de ces pays et on en tire toutes les conséquences ». Nouvelle illustration des relations exécrables entre Paris et Niamey, le Niger a interdit dimanche son espace aérien aux avions français.

(Source : AFP)

SIGUIRI

Des jeunes saccagent des maquis après le meurtre d'un orpailleur



Nouhan Koulibaly, âgé d'une trentaine d'années, orpailleur de profession, marié à une femme et père de cinq enfants a été tué dans la nuit d'hier dimanche 24 septembre 2023 à Bouré Balato, un district relevant de la sous-préfecture de Kintinia, situé à 35km de Siguri.

Selon nos informations

recueillies sur place, des jeunes de Bouré très en colère sont sortis massivement tôt ce lundi matin pour s'en prendre aux maquis de la localité qu'ils accusent d'être le nid des bandits.

Présent sur les lieux, un jeune manifestant qui a bien voulu garder l'anonymat, nous a expliqué la scène. « Les bandits nous atta-

quent, nous dépossèdent de nos biens, nous tuent, nous blessent et ils passent leur temps dans les maquis de chez nous.

« C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé de sortir massivement ce lundi 25 septembre », a-t-il confié

(Source : Médiaguinée)

Gouvernement

Rumeurs autour de «l'imminence» d'un remaniement ministériel

Des rumeurs de plus en plus persistantes, relayées par certains confrères annoncent l'imminence d'un remaniement ministériel en Guinée. Au centre des intérêts et de toutes les spéculations, la Primature actuellement occupée par Bernard Gomou.

En un peu plus de 2 ans, toutes les supputations annonçant des changements au niveau du gouvernement ont soit été dégonflés comme un ballon de baudruche, soit la faiblesse des aménagements étaient telle qu'on a eu l'impression d'assister à un banal jeu de chaises musicales.

L'un des rares départs significatifs depuis le coup d'Etat du 5 septembre 2021, a été celui de Mohamed Béavogui, le prédécesseur de Gomou, qui a quitté la Guinée... sur la pointe des pieds, sans demander son reste.

Même si les proches de celui qui a lorgné sur le fauteuil de PM depuis 2007 ont généralement été maintenus dans l'équipe, son vieil ami, le politicien et homme d'affaires Abé Sylla, n'avait pas pu résister à ce départ, maquillé en « démission » par les proches de Béavogui...

Dans cette attente visible des populations (friandes de chute de quelques boucs émissaires), certains ministres ont quitté le gouvernement en conservant toutefois un capital crédit au sein de l'opinion publique : il s'agit notamment de Fatoumata Yarie Sylla, ex ministre de la Justice, Gardes des sceaux.

Cette dame à poigne avait été remplacée à la volée par son ex secrétaire général Moriba Alain Koné (Nldr : pour avoir refusé une réduction de ses prérogatives, notamment dans le cadre de l'élaboration de la politique pénale). Koné lui même a balayé au profit du bouillant Charles Alphonse Wright, non sans avoir perdu quelques plumes.



Dans le même sillage des ministres qui ont quitté le gouvernement avec un opinion favorable : Yaya Sow, considéré par bon nombre de Guinéens comme victime d'un complot ourdi pour provoquer son renvoi du département des Travaux Publics.

Les dernières rumeurs en date évoquent une éventuelle nomination de l'homme politique, Mamadou Oury Bah dit « Bah Oury » ou même du chef du département des Postes et Télécommunications, Ousmane Gaoual Diallo, dont les images désastreuses, sortant sous les huées et les quolibets du Futa Islamic Center du Bronx (USA), symbolisent à eux-seuls les rapports exécrables entre la junte militaire au pouvoir et les partis politiques traditionnels.

Quoi qu'il en soit, un remaniement ministériel aura du sens que si on comptait un nombre important de départs et l'entrée au gouvernement de poids lourds. Ce qui ne semble pas évident au vu du style de gouvernance de la junte militaire.

De toutes les façons, la balle est dans le camp du « maître des horloges », le colonel Mamadi Doumbouya...

Amadou Tidiane Diallo

Bangouya dans la préfecture de Kindia

Le ravage de l'environnement par le commerce du bois

La commune rurale de Bangouya, nichée à 150 kilomètres de la capitale guinéenne, Conakry, est actuellement le triste théâtre d'une dégradation environnementale alarmante. Cette déplorable situation découle des travaux d'aménagement du barrage hydroélectrique de Souapity, qui ont eu un impact majeur sur cette localité autrefois paisible.



Depuis la mise en eau des réservoirs, les habitants de Bangouya ont été privés de milliers d'hectares de terres fertiles ainsi que des bas-fonds, poussant ainsi la communauté à se tourner vers une activité qui s'avère dévastatrice pour l'environnement : le commerce du bois de chauffage et du charbon de bois. Bangouya, l'une des plus grandes sous-préfectures de Guinée, abrite une population de 68 840 habitants répartis en 22 districts. La demande en bois de chauffage y est en constante augmentation, tandis que la pauvreté continue de s'étendre. Entre 90 et 95 % des ménages

locaux dépendent désormais du bois de chauffage et du charbon de bois comme principales sources d'énergie. Dans les marchés hebdomadaires de la région, le bois de chauffage et le charbon de bois sont vendus en gros et en détail, le long des routes et devant de nombreuses habitations. Cette demande croissante et le commerce du bois ont des conséquences dramatiques sur l'écosystème forestier de la région, qui subit quotidiennement les ravages des bûcherons et de l'exploitation illégale, menaçant ainsi la survie même de la forêt.

Ce triste constat n'échappe pas aux défen-

seurs de l'environnement qui, avec alarme, dénoncent la dégradation continue de la région. « Si autrefois les habitants se limitaient à couper du bois mort, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les arbres sont abattus alors qu'ils sont encore en pleine vigueur, et désormais, la terre est presque dépourvue de végétation », s'indigne le chef du cantonnement forestier de Bangouya. La tragédie écologique qui se joue à Bangouya est un avertissement poignant de la nécessité de prendre des mesures urgentes pour protéger cet environnement fragile. Les autorités locales et nationales devront faire preuve de détermination pour mettre fin à l'exploitation non durable du bois et envisager des solutions viables pour la communauté de Bangouya, tout en préservant les ressources naturelles de cette région autrefois florissante.

Djoubayrou Baldé, depuis Kindia

Fonction publique

La journée du mercredi 27 septembre déclarée «chômée et payée»

Le gouvernement guinéen a déclaré la journée du mercredi 27 Septembre 2023 férié, chômée et payée, a annoncé le ministère du Travail et de la Fonction publique.

« Le Ministre du Travail et de la Fonction Publique porte à la connaissance des Travailleuses, Travailleurs des secteurs public, mixte et privé, que la journée du Mercredi 27 septembre 2023, lendemain de la nuit de

MAOULOU: Fête anniversaire de la naissance du Prophète Mahomet (PSL) est déclarée fériée, chômée et payée sur toute l'étendue du Territoire National », indique le communiqué officiel.

Le texte précise que la décision a été prise conformément aux dispositions du Décret D/2022/0526/PRG/CNRD/SGG du 02 novembre 2022, modifiant le Décret D/250/PRG/SGG du l'août 1995 concer-



nant les fêtes légales en République de Guinée.

Alpha Amadou Diallo

Politique

Le retour du Président de la transition ravive les revendications et alimente la tension en Guinée

À son retour de New York le samedi 23 septembre, le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, a été accueilli par une marée humaine en liesse. Ce retour triomphal, selon les observateurs, remet en question l'interdiction persistante des manifestations dans le pays. Les Forces vives de Guinée (FVG) ont d'ores et déjà annoncé leur intention de descendre dans les rues pour exprimer leurs revendications. Tidiane Conté, membre éminent du bureau politique de l'Union des forces républicaines (UFR), a vivement critiqué cette situation et appelé les Guinéens à maintenir leur mobilisation.



Pour Tidiane Conté, l'accueil chaleureux réservé au président de la transition est la preuve irréfutable que l'interdiction des manifestations de rue en Guinée n'a plus sa raison d'être. Il s'insurge contre le fait que le colonel Mamadi Doumbouya puisse organiser des manifestations en Guinée tandis que d'autres sont privés de ce droit fondamental. Selon lui, cette situation est inacceptable, et il déclare avec fermeté : « Nous refusons catégoriquement que Mamadi Doumbouya prenne le pays en otage en décidant seul de son destin. Il ne peut pas le faire sans nous. »

Tidiane Conté exprime sa déception face à la situation actuelle et rappelle au président de la transition son engagement initial, formulé lors de son discours du 5 septembre. Il met en garde contre toute ten-

tative de trahison de cet engagement, prévenant que le peuple guinéen se dressera sur son chemin : « S'il essaie, il verra le peuple de Guinée sur son chemin. On va lui barrer la route. »

Proche de Sidya Touré, Tidiane Conté invite les militants de l'UFR et l'ensemble des citoyens guinéens à se préparer pour les prochaines manifestations de rue. Il annonce également que les Forces vives de Guinée prévoient de se concerter prochainement et exhorte le peuple à rester attentif à leurs appels. « On va montrer à Mamadi Doumbouya que la Guinée appartient aux Guinéens et non à un clan, ni à ceux qui veulent piller les ressources de ce pays », prévient-il.

Enfin, Tidiane Conté adresse un appel à la raison au colonel Mamadi Doumbouya, en rappel-

lant que l'histoire récente de la Guinée est jalonnée d'exemples où la rue a joué un rôle essentiel dans l'expression des revendications populaires. Il souligne que certains crieurs de rue et activistes ont été actifs dans le passé sans craindre de revendiquer leurs positions. Il conclut en mettant en garde contre les retours en arrière et les éventuelles entraves à la liberté d'expression : « Quand tu parles de cela, on dit que c'est Alpha Condé qui voulait le troisième mandat. »

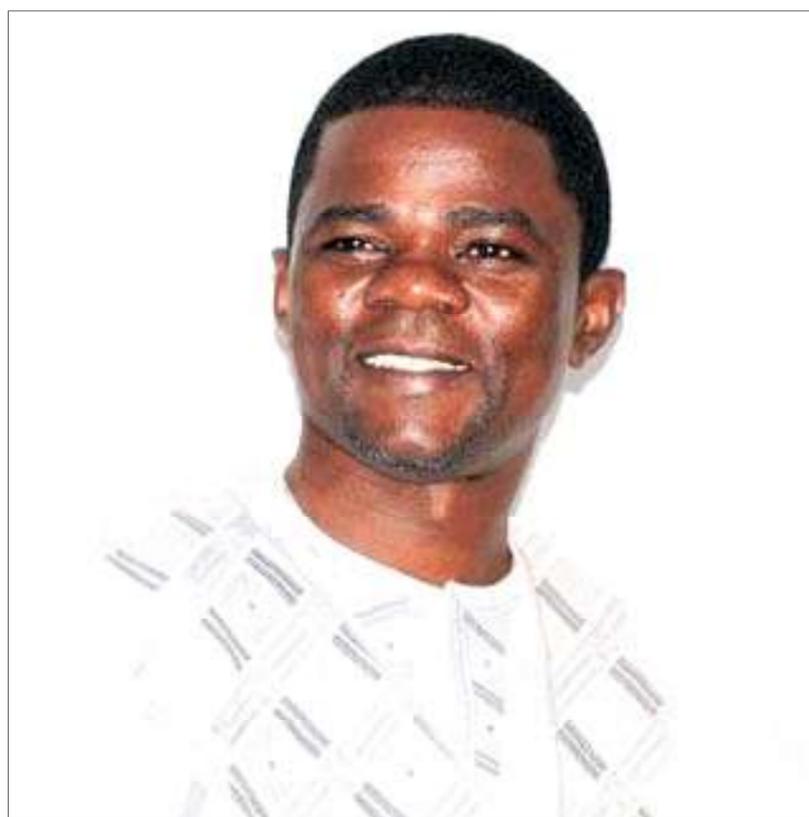
La tension monte en Guinée, et les prochains développements restent incertains. L'accueil triomphal du président de la transition a ravivé l'espoir des manifestants et suscité une nouvelle vague de mobilisation. La situation politique en Guinée demeure donc à suivre de près.

Saliou Keita

Un acteur politique réfute les déclarations du colonel Doumbouya

«La démocratie et ses valeurs demeurent le meilleur système de gouvernance pour notre continent»

Dans un discours prononcé à la tribune des Nations Unies, le président de la transition, Mamadi Doumbouya, a affirmé que le modèle démocratique occidental ne pouvait pas être appliqué en Afrique. Une position que n'approuve pas Pépé Francis Haba, le leader du parti Union guinéenne pour la démocratie et le développement (UGDD).



Le discours du colonel Mamadi Doumbouya lors de la 78e Assemblée générale de l'ONU continue de susciter des réactions diverses au sein de l'opinion publique. Une partie de sa déclaration suggérait que l'Afrique avait souffert de l'imposition de la démocratie par les Occidentaux.

Alors que Pépé Francis Haba considère que le discours du président de la transition à l'ONU était approprié pour l'occasion, il ne partage pas sa position sur le modèle démocratique. « Le discours du président de la transition est à la hauteur de l'événement. Cependant, je pense que le problème de l'Afrique ne réside pas dans le modèle de démocratie, mais dans la manière dont les

dirigeants africains l'utilisent », affirme-t-il.

Ancien allié de Cellou Dalein Diallo, Pépé Francis Haba adresse un message au colonel Mamadi Doumbouya en déclarant : « La démocratie, avec ses valeurs, demeure le meilleur système de gouvernance pour notre continent. »

Une déclaration qui met en lumière les divergences d'opinion au sein de la classe politique africaine quant à la manière dont la démocratie devrait être mise en œuvre et gérée en Afrique. Les débats sur ce sujet crucial devraient sans aucun doute se poursuivre dans les mois à venir.

Oumou Koultoumi Bah

Mines/fer

La société Zali Mining a repris ses activités à Lola

Zali Mining, la société détentrice d'un permis d'exploitation de fer dans la zone de Lola, a repris ses activités depuis le 2 septembre 2023 et adressé dans la foulée (dès le 14 septembre) un rapport circonstancié au ministère des mines et de la géologie.



Selon nos sources plusieurs prélèvements ont été effectués, Zali Mining et son promoteur, l'homme d'affaires guinéen Aboubacar Dinah Sampil, ayant affiché de grandes ambitions pour cette nouvelle étape marquant la reprise du travail, après plusieurs mois d'arrêt du à diverses raisons, dont des cas de force majeure comme les épidémies d'Ebola et de Covid-19.

Le 2 Août 2023, le ministère des mines et de la géologie avait adressé une lettre officielle au directeur général de ladite société pour

lui demander de tout reprendre avant 45 jours.

La lettre est arrivée le 16 Août au siège de Zali Mining, mais ses responsables ont mis les bouchées doubles pour respecter les délais.

Selon nos sources, il est d'ailleurs question d'actualiser et/ou finaliser certaines études visant à augmenter la réserve minière et emprunter la voie du futur chemin de fer Trans Guinéen.

Zali Mining dispose depuis d'un permis d'exploitation couvrant une superficie de 23 km².

Amadou Tidiane Diallo

Crise imminente dans la filière avicole Guinéenne

Emplois en péril et usines à l'arrêt

Dans un scénario de plus en plus préoccupant, la filière du poulet local en Guinée est actuellement confrontée à une menace existentielle. Les producteurs locaux sont aux prises avec une concurrence étrangère féroce, et les conséquences se font cruellement sentir. La crise pourrait entraîner la perte de plus de 5 000 emplois dans le pays, laissant des familles guinéennes en proie à l'incertitude.

Au cœur d'un paysage idyllique, nichée parmi les palmiers, une usine spécialisée dans l'élevage de poussins a vu le jour à Coyah en 2021. L'attention portée à l'hygiène y est rigoureuse, dès l'entrée, les visiteurs sont tenus de désinfecter leurs chaussures dans un pédiluve. Le propriétaire, Alhoussein Diallo, est résolument enclin à préserver la pureté de son établissement. Chaque mot qu'il prononce résonne comme un écho dans cet immense bâtiment désert. Ses employés n'ont pas foulé ces lieux depuis quatre mois, plongeant l'entreprise dans une sombre léthargie. La cause de cette calamité ? Les importations massives de poussins étrangers qui inondent le marché guinéen, offerts à des prix légèrement inférieurs à ceux produits localement.

Malgré un investissement considérable de près d'un million d'euros, Alhoussein Diallo s'est vu contraint de mettre temporairement la clé sous la porte, ne parvenant plus à honorer les coûts



d'exploitation. Il déplore : « Nous avons entrepris de multiples démarches auprès des autorités gouvernementales et rencontré plusieurs ministres, mais jusqu'à présent, nos efforts ont été vains. » Le ministère de l'Agriculture, pour sa part, affirme surveiller de près la situation et promet des mesures à venir pour soutenir le secteur. Toutefois, Alhoussein Diallo souligne avec insistance : « Si nous ne pouvons pas mettre un frein aux importations de poussins étrangers, notre capacité à produire localement sera inévitablement

compromise. »

Pour les acteurs de cette industrie, l'avenir semble de plus en plus incertain. Dans la périphérie huppée de Conakry, à Kissosso, Alhassane Keita, ancien employé de l'usine d'Alhoussein Diallo et vétérinaire de profession, nourrit assidûment ses poules chaque matin. Cette routine est désormais le dernier lien qui le rattache à son métier. Alhassane, autrefois pourvoyeur principal de sa famille, composée de onze membres, témoigne avec une pointe de tristesse : « Après des années d'études, alors que j'espérais pouvoir entamer ma carrière professionnelle, tout s'effondre soudainement en raison de la diminution de la production et du manque de soutien. J'ai étudié pour servir mon pays, pas pour chercher du travail ailleurs. »

Bien qu'il refuse actuellement de songer à l'émigration, il se demande si cette option ne deviendra pas inévitable si son métier venait à disparaître en Guinée.

La filière du poulet local en Guinée est aujourd'hui à un carrefour critique, confrontée à des défis formidables et à la nécessité d'une action urgente pour préserver des milliers d'emplois et garantir un avenir durable pour cette industrie essentielle à l'économie guinéenne.

Alagssimou L Diallo

Abdoul Chaolis Diallo

Réduction du délai de transition à 6 mois

L'initiative audacieuse de Kalémodou Yansané au CNRD

Kalémodou Yansané, vice-président de l'UFDG, tire la sonnette d'alarme concernant la durée prévue de la transition en Guinée, qui s'étend sur 24 mois. Il est convaincu que le rythme actuel des événements ne permettra pas de respecter ce calendrier.

Dans une démarche visant à éviter tout glissement temporel, Yansané présente une proposition audacieuse aux autorités guinéennes : réduire de manière significative la durée de la transition,

tout en maîtrisant les coûts.

Dans une interview accordée à Mosaiqueguinee, Kalémodou Yansané a expliqué sa proposition. Il estime qu'afin de simplifier le processus, il ne faudrait pas insister sur la collecte des six cents millions de dollars, une somme jugée difficile à obtenir.

Au lieu de cela, Yansané suggère de combiner les élections et de réviser le fichier électoral, permettant ainsi de mener à bien ces

élections cruciales en seulement six mois.

Le vice-président de l'UFDG cite des exemples d'autres pays, bien plus vastes que la Guinée, qui ont réussi à organiser des élections couplées. Le Kenya, par exemple, a organisé quatre élections le même jour, tandis que le Nigeria en a tenu trois simultanément. Selon Yansané, la clé de la stabilité et de la réussite du processus électoral réside dans l'absence de tout délai supplémentaire.

Face à l'urgence de la situation et à la nécessité de respecter les délais prévus dans le cadre de la transition, la proposition de Kalémodou Yansané au CNRD pourrait bien être la solution pour maintenir la stabilité politique en Guinée tout en répondant aux aspirations démocratiques du peuple guinéen. La question cruciale de la durée de la transition reste désormais au cœur des discussions politiques dans le pays.

Le Ministre de la Justice met en garde

Des obstacles menacent la rénovation de la maison centrale de Conakry

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Charles Wright, a lancé un avertissement catégorique au Premier ministre, Bernard Gomou, lors de sa récente visite sur le chantier de rénovation et d'extension de la maison centrale de Conakry.

Dans un contexte où les travaux étaient en cours, le ministre Wright a exprimé sa satisfaction quant à l'avancement des opérations. Cependant, il a souligné que des mesures cruciales devaient être prises pour garantir la poursuite du projet. S'adressant au Premier ministre, il a déclaré : « On ne peut pas continuer le processus de rénovation et d'extension de la maison centrale si certaines étapes importantes ne sont pas franchies ».

Le ministre de la Justice a identifié des problèmes spécifiques qui nécessitaient une attention immédiate. Il a mentionné la nécessité de démolir la cale des femmes ainsi que d'autres bâtiments destinés aux détenus, qui étaient devenus obsolètes. Selon lui, ces actions sont essentielles pour permettre la poursuite de la rénovation et de l'extension de la maison centrale.

Malgré son optimisme quant au respect des délais contractuels, Charles Wright a profité de l'occasion pour lancer un appel pressant au Premier ministre et aux membres du Conseil National de Transition (CNT). Il a plaidé en faveur du déblocage des crédits alloués à son ministère pour les investissements.

Le ministre a également rappelé les défis rencontrés en matière de gestion budgétaire, no-



tant une baisse du taux d'exécution du budget de son département. Il a souligné la nécessité de mettre fin à la pratique consistant à allouer des fonds à des projets qui ne se concrétisent jamais. Charles Wright a cité l'exemple de Yorokoguia, pour lequel des poursuites judiciaires ont été engagées en raison de fonds dépensés sans résultats tangibles.

Dans un effort visant à remédier à cette situation, le ministre a annoncé la signature d'une convention d'études avec la CGP (Compagnie Générale des Projets) pour une période de huit mois.

Cette entreprise sera chargée de mener à bien les études nécessaires, ouvrant ainsi la voie à la réintégration du projet

Yorokoguia dans la loi des finances de 2024. Charles Wright a exprimé sa confiance dans la réalisation rapide des études et dans la concrétisation ultérieure du projet.

En résumé, la visite du ministre Charles Wright sur le chantier de rénovation de la maison centrale de Conakry a été l'occasion pour lui de mettre en garde contre les obstacles potentiels à la poursuite du projet.

Il a insisté sur la nécessité de démolir certains bâtiments obsolètes et a appelé au déblocage des crédits pour les investissements de son ministère, tout en soulignant l'importance de mettre fin aux dépenses inutiles dans les projets gouvernementaux.

Abdoul chaolis Diallo

Le président de l'UDRG, Bah Oury, sonne l'alarme

«La Guinée risque de voir son calendrier politique dérailler! »



La Guinée est-elle sur le point de voir son calendrier politique dérailler ? De nombreuses voix s'élèvent, exprimant leur inquiétude quant à la lenteur apparente dans la réalisation du chronogramme de la transition politique. Cependant, pour Bah Oury, une figure politique éminente, « il n'y a pas de raison de paniquer ». Le président de l'Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée (UDRG) estime que seuls deux obstacles subsistent : le Recensement Administratif à Vocation d'État Civil (RAVEC) et le fichier électoral.

Selon Bah Oury, « Le véritable défi réside dans la finalisation du RAVEC et du fichier électoral. C'est là le véritable problème. Toutefois, cela nécessite une somme approximative de deux cents millions de dollars, et il est impératif que cela soit achevé dans les délais impartis. C'est à ce stade que les lenteurs se manifestent. Bien que ces retards puissent être sérieux, il est essentiel d'identifier leurs véritables causes. Est-ce une question de financement, une question de volonté politique, ou bien d'autres contraintes ? Les parties prenantes doivent s'engager dans une discussion sérieuse et approfondie, plutôt que de se blâmer mutuellement. En ce qui concerne la rédaction du projet constitutionnel, cela est pratiquement achevé. Ce n'est pas là le problème majeur. L'essentiel est de finaliser le RAVEC et le fichier électoral d'ici le premier trimes-

tre de 2024. Si nous y parvenons, à partir de ce moment-là, les autres éléments du chronogramme pourront se dérouler de manière fluide. Il existe des solutions pour respecter les délais. En somme, il n'y a pas de raison de s'inquiéter. L'élément clé réside dans la gestion responsable et approfondie des questions financières et techniques par toutes les parties prenantes, » a-t-il déclaré lors de l'émission « On refait le monde » de Djoma Médias.

Le président de l'UDRG exhorte le colonel Mamadi Doumbouya, actuel chef de l'État de transition en Guinée, à prendre les rênes de la situation afin d'assurer une transition politique plus transparente et efficace. « Je dis aujourd'hui qu'il est impératif que le président de la transition considère la gestion politique de cette période comme une priorité présidentielle, plutôt que de la déléguer à d'autres. Nous sommes à un stade où les choses ne progressent pas au rythme souhaité. Avec toute la clarté et la transparence requises, le colonel doit prendre en charge ce dossier, » a exhorté Bah Oury.

Alors que la Guinée navigue dans cette période cruciale de transition politique, les yeux sont rivés sur le leadership du colonel Mamadi Doumbouya, avec l'espoir que les défis actuels puissent être surmontés pour aboutir à une nouvelle ère politique dans le pays.

Algassimou L Diallo

Retrait français du Niger

«Ce fameux rôle autoproclamé de gendarme en Afrique, je crois qu'il est fini»

Emmanuel Macron a annoncé avant-hier (dimanche soir) la fin de la coopération militaire avec le Niger. Les 1 500 militaires français stationnés dans le pays devront plier bagage d'ici la fin de l'année. Après le Mali et le Burkina Faso, c'est un nouveau revers pour Paris dans le Sahel. Pourquoi la France a finalement décidé de céder aux exigences de la junte du CNSP, après deux mois de rapports bellicistes entre les deux parties ? Jean-Pierre Olivier de Sardan, chercheur au Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel), est l'invité de Sidy Yansané.



RFI : Jean-Pierre Olivier de Sardan, le Président Emmanuel Macron a annoncé le rappel de son ambassadeur au Niger ainsi que le retrait prochain des troupes françaises. Pouvons-nous dire que ce retrait sonne la fin de deux mois de bras de fer avec la junte du CNSP en faveur des putschistes ?

Jean-Pierre Olivier de Sardan : Oui, ça semble être quand même le triomphe d'un principe de réalité, après des attitudes de matamore complètement incompréhensibles, qui mettaient, évidemment, la diplomatie française dans une position intenable. Il n'y a que la France qui pensait encore pouvoir décider toute seule de ce qui convient ou non. Cette situation n'aurait jamais dû se produire.

Pourtant, au début de ce mois de septembre 2023, Paris se montrait toujours inflexible face aux nouvelles autorités de Niamey. Comment interprétez-vous ce revirement ?

Je n'ai pas de source par-

ticulière, mais je sais que, même au sein du monde diplomatique français, il y avait un certain étonnement - pour ne pas dire désaccord - avec cette politique du président. Je crois que, même qu'au sein de l'armée française, il y avait aussi, comme ça, une certaine désapprobation. Donc, c'est peut-être ça qui l'a convaincu, ou la solitude de la France, ou je ne sais pas... Ou comme je vous disais, un retour à un principe de réalité. Et encore, ce n'est pas totalement vrai en ce qui concerne d'autres aspects politiques de la France dans le Sahel. Il y a encore ces mesures invraisemblables d'arrêt de toute forme de coopération, d'interdire à des ONG de faire leur travail, ces histoires de visas pour la France qu'on refuse aux étudiants, aux ressortissants, aux chercheurs et aux acteurs de la culture. Ce sont les parties les plus intenable qui viennent de céder.

Justement, le Mali, le Burkina Faso et maintenant le Niger, tout cela en moins de trois ans. La France peut-elle encore remplir la mission

qu'elle s'était fixée de lutte contre le terrorisme jihadiste ?

Ceux qui sont responsables de la lutte contre le jihadisme, ce sont d'abord les États en question et leurs armées nationales. Donc, jamais les troupes d'intervention étrangères n'ont réussi à gagner une guerre asymétrique. On se rappelle le Vietnam ou l'Afghanistan. Donc c'est seulement au niveau d'une aide des armées nationales que peut se gagner ce combat avec, bien sûr, des appuis. Ce n'est pas ce que la France a fait, elle a envoyé Barkhane, qui est une intervention complètement en silo, en enclave. Macron a dit que c'était un succès, même une partie des militaires français reconnaît que c'est un échec et que ça n'a pas du tout rempli le résultat espéré. Ce fameux rôle autoproclamé de gendarmes en Afrique, je crois qu'il est fini. Mais je crois que c'est une bonne

chose pour la France. Vouloir conserver un rôle exceptionnel, unique, inaltérable, ne peut renvoyer qu'à la colonisation. Je pense que si la France redevient un partenaire normal de l'Afrique un jour, un pays européen comme les autres, ni plus ni moins, ce serait une excellente chose. Pas simplement par rapport aux opinions publiques locales, c'est une bonne chose par rapport à la France.

La junte du CNSP a d'ailleurs beaucoup insisté sur la responsabilité de la France dans cette crise. Lors du débat de l'Assemblée générale des Nations unies la semaine dernière, les représentants du Mali, du Burkina Faso ont enfoncé le clou au nom du Niger en parlant de néocolonialisme, d'impérialisme, de souveraineté bafouée par Paris. Avec le rappel des troupes, est-ce que le CNSP ne se prive pas finalement d'un argument qui a largement contribué à rallier de nombreux Nigériens à sa cause ?

Peut-être, mais ce n'est pas là l'essentiel. Regardez les opinions publiques au Mali ou au Burkina : les troupes françaises sont parties et l'expression - presque parfois hystérique - du sen-

timent anti-français, c'est-à-dire que la France serait encore derrière la Cédéao et manipulerait tout, continue à exister. Donc, je ne pense pas que ça suffirait. Il est certain que le régime militaire utilise ou manipule ce sentiment anti-français, qui est complexe à comprendre. Parce qu'il se base sur des phénomènes réels : les crimes de la colonisation, les errements - le moins qu'on puisse dire - de la Centrafrique ; et puis, en même temps, il y a des théories du complot invraisemblables, répétées d'ailleurs à l'ONU par le ministre Affaires étrangères du Mali, comme quoi la France aiderait les terroristes, etc. C'est un mélange, mais c'est un imaginaire collectif assez puissant, alors même que la France n'est plus capable de tirer toutes les ficelles, ni de vouloir s'approprier les ressources naturelles. C'est une époque finie, mais dans l'imaginaire collectif, elle en est encore capable. Je pense qu'il faudra du temps, il faut que la France accepte de se taire un peu plus. Il faudra peut-être aussi que les opinions publiques se rendent compte que le discours hyper-nationaliste des militaires cache, en fait, une gouvernance tout aussi déplorable que celles qu'ils ont prétendu supprimer.

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

Santé... Santé... Santé...

Mal de dos

on se fait manipuler ou pas ?

Torticolis, lumbago, sciatique... Quand la douleur est là, on rêve de mains expertes venant débloquent tout ça. En appréhendant souvent un peu de se faire manipuler la colonne vertébrale. Caroline Lambert, vice-présidente de l'Association française de chiropraxie, vous aide à y voir plus clair.

Qui aller voir pour «débloquent» un dos douloureux ?

Si par «débloquent» on entend «se faire manipuler», en France, les seuls thérapeutes non-médecins habilités par la Haute Autorité de santé à pratiquer des **manipulations vertébrales sont les chiropracteurs**. Et cela de façon autonome, sans avoir besoin au préalable d'un certificat médical autorisant ce geste. Le législateur a en effet estimé que leurs cinq années d'études dans une unique école agréée par le ministère de la Santé permettraient de garantir une pratique sûre. On compte actuellement environ 1100 chiropracteurs enregistrés auprès des Agences régionales de santé.

Qu'est-ce, précisément, qu'une manipulation vertébrale ?

La manipulation est une manœuvre brève et sèche exercée au niveau des articulations afin de leur permettre de retrouver leur mobilité et leur fonctionnalité. Objectif : améliorer le mouvement et soulager la douleur. Cette manipulation est dite «forcée» car elle pousse l'articulation au-delà de son jeu habituel, en respectant bien sûr les limites de l'anatomie.

Dans l'esprit du grand public, elle est synonyme de «craquements». Mais ce ne sont pas les os que le praticien fait craquer. Ce petit bruit caractéristique, qui n'est d'ailleurs pas systématique, correspond à la libération d'une bulle d'air par l'articulation travaillée. Les manipulations reposent souvent sur une technique manuelle mais le praticien peut également avoir recours à une table articulée spécifique ou à des instruments non invasifs qui permettent l'application d'une force suffisante et nécessaire sans engendrer de «craquement».

Que peut-elle



soulager ?

La manipulation vertébrale est utilisée pour soulager les douleurs provoquées par un torticolis, un lumbago, une hernie discale, une sciatique...

L'action sur la colonne, transmise à la moelle épinière (conducteur principal de l'information nerveuse), peut dans le même temps entraîner des bénéfices secondaires. C'est-à-dire qu'on peut en retirer des bienfaits autres que le soulagement des douleurs du dos. Après une manipulation, des patients peuvent ainsi constater une amélioration de leurs maux de tête (céphalées de tension), de leurs acouphènes, de vertiges...

Est-ce que ça fait mal ?

Même si, dans l'imaginaire collectif, la manipulation vertébrale peut impressionner, elle ne fait pas mal. Les gestes du chiropracteur sont très précis et très rapides. Toutefois, quand la douleur ayant amené à consulter est vive, la simple pensée d'être touché peut tétaniser le patient. Le praticien peut alors débiter la séance par des techniques différentes, afin d'amener ce dernier à se détendre en focalisant son attention sur une autre partie du corps.

Comment se déroule une séance ?

Le premier rendez-vous dure entre 30 et 45 minutes. Afin de vérifier que la manipulation vertébrale est la technique la plus

adaptée pour son patient, le chiropracteur doit connaître un maximum de détails concernant la douleur. Il recherche s'il y a eu des antécédents de chute, d'accident, quelles sont les habitudes de vie. Pour s'assurer de l'absence de contre-indications, il va aussi s'appuyer sur un bilan radiologique. Enfin, il va effectuer une batterie de tests : neurologiques, musculaires, de résistance... Les séances suivantes seront un peu plus courtes. Mais même si des manipulations sont indiquées, elles ne peuvent se suffire à elles-mêmes. Pour consolider les résultats, le chiropracteur propose une prise en charge plus globale (renforcement musculaire, conseils posturaux, accompagnement nutritionnel...).

Quelle autre technique manuelle peut soulager le dos ?

Les thérapeutes manuels, qu'il s'agisse des chiropracteurs ou des ostéopathes, peuvent également recourir aux mobilisations. Il s'agit d'un mouvement lent et de grande amplitude, pratiqué sur une articulation. Elle est destinée,

notamment, à soulager les douleurs dorsales en redonnant une meilleure mobilité. Mais, contrairement à la manipulation, le mouvement initié par le thérapeute reste limité dans le jeu habituel de l'articulation. Il ne peut donc en aucun cas y avoir d'effet de craquement.

On considère fréquemment la mobilisation comme une technique plus «douce» que la manipulation. Elle n'en reste pas moins efficace.

Combien ça coûte ?

En province, une séance de chiropraxie coûte entre 40 € et 60 €. À Paris, il faut compter entre 60 € et 90 €. Certains praticiens font payer un peu plus cher la première séance, qui est plus longue. De plus en plus de mutuelles prennent ces actes en charge.

Éducation en Guinée

Un diagnostic tardif, un avenir compromis

Suite à l'intervention du ministre guinéen de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation lors du week-end dernier, où il a dressé un bilan critique des difficultés auxquelles est confrontée l'éducation en Guinée, telles que le vieillissement des programmes et le manque d'infrastructures scolaires, les acteurs de l'éducation ont rapidement réagi. Le secrétaire général du Syndicat National de l'Éducation, Michel Pépé Balamou, interrogé ce lundi 25 septembre 2023, qualifie cette intervention de tardive.

La réalité exposée par le ministre Guillaume Hawing, mettant en lumière les carences du système éducatif guinéen, notamment les 5 850 écoles sans latrines ni points d'eau, le manque criant de 234 857 table-bancs, ainsi que les infrastructures délabrées et les programmes

obsolètes, n'est pas une révélation pour Michel Pépé Balamou. Cependant, il déplore que cette vérité soit exprimée trop tardivement.

« Le seul reproche que nous pouvons adresser est que cette déclaration intervient à une semaine de la rentrée scolaire. Elle n'est donc ni opportune ni pragmatique. Elle aurait dû être faite dès la publication des résultats et la remontée des rapports des différentes structures déconcentrées du Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation à travers le pays. Ensuite, le suivi et l'évaluation effectués par l'Inspection Générale de l'Éducation auraient permis d'établir un bilan complet des infrastructures, du personnel enseignant, des équipements, des matériels didactiques et de l'encadrement pédagogique. C'est à la suite

de ces travaux techniques en amont que le ministre aurait pu communiquer sur les dysfonctionnements de notre système éducatif et travailler sur des solutions pendant les trois mois de vacances, bien avant la reprise des classes. En somme, il est désormais trop tard pour agir, c'est un diagnostic post-mortem », a déclaré le syndicaliste lors de son intervention dans l'émission « Le Scanner » sur les ondes de CAVI médias.

L'expression de cette critique intervient dans un contexte où la Guinée fait face à des défis majeurs dans son système éducatif, qui nécessitent des actions immédiates pour améliorer les conditions d'apprentissage et garantir un avenir meilleur pour les élèves guinéens.

Abdoul Chaolis Diallo

Ibrahim Koné, gardien de but exceptionnel

Son contrat avec Hibernians FC prolongé jusqu'en juin 2024 !

Dans le monde du football, il y a des joueurs qui semblent défier le temps, et Ibrahim Koné en est un exemple parfait. À l'âge de 33 ans, le gardien de but international guinéen continue de tracer sa route vers de nouveaux horizons. Récemment, le Syli national a décidé de prolonger son séjour du côté de Malte, en s'engageant avec Hibernians FC jusqu'en juin 2024, une annonce qui a fait sensation dans le monde du football.

Selon des informations exclusives obtenues par notre correspondant, Ibrahim Koné, qui occupe fièrement le poste de gardien numéro un de l'équipe nationale de Guinée, a signé un nouveau contrat avec Hibernians FC. Cette prolongation de contrat témoigne de sa détermination à continuer d'exceller sur le terrain et à contribuer au succès de son équipe.

Le parcours d'Ibrahim Koné est marqué par une série d'étapes et de défis qui l'ont conduit à cette nouvelle aventure à Malte. Après avoir évolué au CF Excellence d'Adjamé et à l'AS Denguélé en Ligue 1 ivoirienne, Koné a également fait ses preuves en France, portant les couleurs de l'US Boulogne, du Tarbes Pyrénées, et du Stade Bordelais.

Cependant, son arrivée à

Hibernians FC en été 2021 a été un tournant dans sa carrière. Le club maltais a réussi à attirer le talent de Koné, provenant du Zejtun Corinthians FC, désormais en deuxième division maltaise. Cette décision a été un choix audacieux, mais il semble que Koné ait relevé le défi avec brio.

La saison 2022 a été particulièrement mémorable pour Ibrahim Koné, puisqu'il a contribué à la victoire de Hibernians FC lors du championnat maltais. Maintenant, en cette saison 2023/24 qui vient de débuter, il est prêt à défendre les couleurs de son équipe une fois de plus.

Pour le premier match de cette nouvelle saison, Hibernians FC a réalisé une performance éclatante en battant Gzira United sur le

score impressionnant de 4-0. Ibrahim Koné a joué un rôle clé en tant que gardien titulaire, préservant ainsi un clean-sheet pour son équipe. C'est un signe prometteur pour ce qui promet d'être une saison passionnante à venir pour Hibernians FC, avec Koné comme gardien inébranlable.

La prolongation du contrat d'Ibrahim Koné avec Hibernians FC jusqu'en juin 2024 est une nouvelle qui réjouit les fans de football, tant en Guinée qu'à Malte. La persévérance et le talent de Koné continueront d'inspirer les générations futures de joueurs et de gardiens de but, alors qu'il poursuit son voyage sur les terrains de football du monde entier.

Dhghol Louda Dia



L'ascension fulgurante de Serhou Guirassy

Triplé enflammé en Bundesliga!

Dans un tourbillon de talent, Serhou Guirassy a brillé sur la scène de la Bundesliga ce samedi en signant un triplé sensationnel, portant ainsi son total à huit buts en seulement quatre apparitions en championnat cette saison. L'ancien attaquant du Stade Rennais, désormais pleinement intégré à l'effectif de Stuttgart après un transfert définitif au printemps dernier, fait sensation en Allemagne et en Europe.



Le stade de Mayence a été le témoin privilégié de l'éruption de Guirassy, alors qu'il a guidé son équipe vers une victoire convaincante. Avec ce triplé, le joueur guinéen a montré une précision diabolique devant les buts, laissant les défenseurs adverses désespérés. Ce n'est pas seulement la performance individuelle de Guirassy qui impressionne, mais aussi son in-

croyable ratio buts par match.

Avec huit réalisations à son actif en seulement quatre matchs, Guirassy domine sans conteste le classement des buteurs en Bundesliga, marquant son territoire dans la ligue allemande. Cependant, ce qui est encore plus impressionnant, c'est qu'il se hisse également au sommet du classement des buteurs parmi les cinq grands championnats européens. Il surpasse des stars renommées telles que Kylian Mbappé et Erling Haaland, confirmant ainsi sa place parmi les meilleurs buteurs du continent.

Ce triplé éblouissant de

Serhou Guirassy ne fait que renforcer sa réputation grandissante en tant que l'une des étoiles montantes du football européen. Les yeux du monde entier sont désormais rivés sur ce prodige français, se demandant s'il continuera à enflammer les filets adverses et à dominer les classements des buteurs tout au long de cette saison palpitante de Bundesliga. Le nom de Guirassy est devenu synonyme de buts et de succès, et les amateurs de football attendent avec impatience de voir quelles merveilles il accomplira ensuite sur le terrain.

Dhghol Louda Dia

Le bras de fer contractuel

Serhou Guirassy

Naby Camara déterminé à quitter le CS Sfaxien



Dans les coulisses du Club Sportif Sfaxien, un nouvel épisode captivant se profile à l'horizon. Après le départ fulgurant de Mohamed Kefing Kanté, 19 ans, vers les horizons lointains de Lusail City, évoluant en deuxième division qatarienne, un autre jeune talent guinéen est sur le point de quitter les rangs du club.

À seulement 21 ans, Naby Camara, le milieu central international espoir guinéen, se prépare à dire adieu au club tunisien, mettant ainsi fin à son contrat actuel, qui court encore jusqu'en juin 2024.

Malgré les supplications du président inébranlable du club, Jawhar Lâadhar, Naby Camara semble déterminé à tourner la page de son aventure avec le CS Sfaxien. Les négociations sont dans l'impasse, et le joueur se montre inflexible.

Au cœur de cette bataille contractuelle se trouve un désaccord irréconciliable entre le

talentueux milieu de terrain guinéen, âgé de 21 ans, et les dirigeants du CS Sfaxien.

Alors que le club envisageait une prolongation de contrat, qui prendrait fin le 30 juin 2024, le joueur, de son côté, ne partage pas du tout la même vision des choses. Après avoir clairement exprimé son désir de s'en aller, le Syli national se retrouve désormais plongé dans un conflit sérieux avec le club qui l'accueille depuis 2019.

La question qui se pose désormais est de savoir qui cédera en premier dans ce bras de fer contractuel. Le suspense reste à son comble au sein du CS Sfaxien, tandis que Naby Camara semble bien décidé à poursuivre son chemin ailleurs, loin des rives tunisiennes. La saga continue, et les supporters du club retiennent leur souffle, espérant que cette épineuse situation trouvera bientôt une issue favorable.

Louda Dia

La flamme montante du football attire les regards des géants européens

La scène européenne du football s'embrace alors que Serhou Guirassy, l'international guinéen, éclaire de sa lumière les terrains avec une performance incroyable. En seulement six matchs, le puissant attaquant du VfB Stuttgart a trouvé le chemin des filets à pas moins de 11 reprises, laissant le monde du football ébahi devant sa forme éblouissante.

Ce début de saison tonitruant n'a pas échappé aux regards attentifs des plus grands clubs européens. Selon des informations exclusives de La Gazzetta dello Sport, la Juventus, l'AC Milan et l'Inter Milan, des cadors de la Serie A italienne, ont tous les yeux rivés sur Serhou Guirassy. Ces clubs de renommée internationale surveillent de près le Guinéen, impressionnés par sa montée en puissance fulgurante.

Il y a quelques mois à peine, une clause de libération fixée à seulement 15 millions d'euros planait au-dessus de Guirassy, mais cette opportunité exceptionnelle a maintenant expiré, laissant place à une bataille acharnée pour s'attacher ses services.

La demande pour Guirassy ne se limite pas à l'Italie. Des équipes de la Premier League, notamment Newcastle United, West Ham et Nottingham Forest, ont également été séduites par le talent brut de l'attaquant. En outre, le géant londonien Chelsea se tient à l'affût, cherchant à renforcer son arsenal offensif avec l'ajout de l'attaquant guinéen.

Outre-Manche, en Allemagne, l'Eintracht Francfort envisage même Guirassy comme un possible successeur du prolifique Randal Kolo Muani. L'attaquant de 27 ans est actuellement estimé à une valeur de 14 millions d'euros sur le marché des transferts, selon Transfermarkt.



Le contrat de Guirassy avec le VfB Stuttgart court jusqu'en juin 2026, mais avec sa cote en hausse et ses performances étincelantes, il ne fait aucun doute que de nombreuses tractations sont à prévoir. Sur le plan financier, l'attaquant guinéen perçoit un salaire annuel de 2 160 000 euros (1 404 000 FCFA) en Allemagne.

Stuttgart attendent avec impatience le prochain match de leur équipe, prévu pour la 6e journée du championnat d'Allemagne contre Cologne. Le suspense est à son comble, tandis que le monde du football retient son souffle en attendant de voir où l'avenir mènera Serhou Guirassy et quelle équipe aura la chance de s'attacher ses services.

Les fans du VfB Stut-

Louda Dia

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI